

Grâce aux JO, cet été ça va être la fête pour les racailles

écrit par Daniel Faguet | 9 mars 2024



Nanterre, le 29 juin 2023. Survêtements, bananes en bandoulière, baskets... la panoplie habituelle.

©JEANNE ACCORSINI/SIPA



Nanterre, le 29 juin 2023. Survêtements, bananes en bandoulière, baskets... la panoplie habituelle.

©JEANNE ACCORSINI/SIPA

Illustration tirée de l'article en lien ci-dessous.

<https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/jeunes-de-cite-emeutiers-lacoste-tn-decrire-les-racailles-pour-ce-que-elles-sont>

Ils attendent pour les jeux du cirque qui se dérouleront sur 25 sites d'Ile-de-France, entre 12 à 15 millions de volailles à plumer. Les proies sont attendues entre le 26 juillet et le 11 août 2024, et jusqu'au 8 septembre pour les paralympiques.

La fête des racailles commencera par la cérémonie d'ouverture qui aura lieu sur la Seine, une première mondiale

Plus de 300.000 spectateurs sont attendus sur les bords de Seine sur présentation de tickets. L'exécutif a décidé de confier la distribution de 222.000 tickets gratuits aux

partenaires institutionnels franciliens (État, villes hôtes, région Ile de France, Paris 2024).

C'est la Ville de Saint-Denis, la Ville de Saint-Ouen, le conseil départemental de Seine-Saint-Denis, la mairie de Paris... qui vont permettre aux gens des centres communaux d'action sociale, etc. de venir à cette cérémonie » Moussa a justifié cette décision par la volonté de faire venir un public plus social (y compris des racailles ?)

Pour assurer la sécurité les jeux du cirque seront protégés par un dispositif de sécurité hors-norme de 45 000 policiers. Une moyenne de 30.000 policiers et gendarmes vont être déployés tous les jours lors des compétitions. La Seine-Saint-Denis, département le plus criminogène de France où se trouve le village olympique, bénéficiera d'une attention particulière.

Il y a un hic, c'est que la plupart des policiers ne connaîtront pas les quartiers et les rues.

Paris 2024 : pendant les Jeux, 30 000 forces de sécurité intérieure seront déplacées vers Paris.

Le délégué interministériel aux Jeux olympiques et paralympiques a expliqué mercredi devant les sénateurs qu'une large part des effectifs de sécurité, qui seront mobilisés cet été, viendront de province. Ce sont ainsi « **30 000 forces de sécurité intérieure venues de province qui viendront renforcer, aux périodes les plus chargées, les moyens disponibles à la Préfecture de police [de Paris] sur l'Île-de-France** »

Pour dire ce que ce chiffre représente, le ministre avait rappelé qu'il y a « **250 000 policiers et gendarmes en France** », avec une « base » réellement « **mobilisable de 140 000 à 150 000** » fonctionnaires. **Ce sont donc entre 1/ 4 et 1/5 des effectif qui manqueront dans les provinces en période estivale.**

En 2023 Moussa avait envoyé 3900 renforts de gendarmes et policiers sur les lieux les plus touristiques pour la saison estivale. Exemple ; 350 en Bretagne, 180 dans le Var, 306 dans l'Hérault, 92 dans Pyrénées-Orientales.

Il est facile de comprendre que Moussa a décidé de déshabiller Paul pour habiller Jacques. Déjà qu'en période normale, Moussa n'a pas assez d'effectifs pour assurer la sécurité des Français, avec les trous dans la raquette, les racailles de province vont avoir le champ libre pour racketter en toute tranquillité, et même en toute sécurité sans être dérangées par la police absente.

Face à la grogne des syndicats le ministère autorise généreusement deux semaines calendaires de congé, entre le 15 juin et le 15 septembre, et demande une mobilisation à 100 % entre le 24 juillet et le 11 août.

Pour tout arranger **La CGT a annoncé déposer un préavis de grève pour les trois fonctions publiques du 26 juillet au 11 août, soit pendant toute la durée des Jeux olympiques de Paris 2024.** Sophie Binet, secrétaire générale du syndicat, réclame davantage de mesures pour les travailleurs. Des grèves qui s'ajoutent aux mouvements de la RATP, SNCF, POMPIER, Non, il n'y aura pas de «trêve» olympique.

Bien entendu pour ne pas être en guerre sur deux front, le gouvernement cédera aux exigences syndicales, c'est l'honneur de la France qui est en jeu, quoi qu'il en coûte.

On n'est plus à ça près, on a déjà construit une piscine olympique pour rien, Elle devait coûter 68 millions et a finalement coûté 174 millions, Les épreuves auront lieu dans une piscine provisoire construite sur le stade de rugby, ce qui alourdira la facture

En moins de quinze jour deux branquignoles de l'organisation de la sécurité des jeux se sont fait voler 2 ordinateurs contenant des informations confidentielles sur

l'organisation des *Jeux* olympiques.

Le mois dernier une nouvelle enquête a été lancée **sur les conditions de rémunération de Tony Estanguet, en tant que président du comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop)**. Cette enquête s'ajoute à trois autres investigations financières visant les Jeux Olympiques de Paris. Quatre plus hauts dirigeants du comité d'organisation des JO de Paris sont visés par plusieurs procédures pénales. Une première procédure pénale concernant des soupçons de « *prise illégale d'intérêt, favoritisme et détournement de fonds publics, recel* » a été lancée en 2017, suivie d'une autre en 2022. En octobre dernier, une perquisition a eu lieu au Cojop dans le cadre de cette enquête » liée à plusieurs marchés des JO 2024.

Macron a la poisse, tout se déglingue dans la Macronnerie et ce sont les Français qui sont la merde.

Il y a 2 jours 4 magistrats de Marseille déclaraient « Nous sommes en train de perdre la *guerre* contre le trafic à *Marseille* »

Rendez-vous ce été pour assister à la guerre des jeux en dehors de l'arène.

Daniel Faguet